



Syndicalisme et démocratie... un même combat ?

Rares sont les semaines, voire les jours, où les syndicats n'apparaissent pas au devant de l'actualité. Il faut dire que la situation se prête à leurs interventions : fermeture d'entreprises, délocalisations, chômage, dégradation des services publics dont le chemin de fer est un bon exemple, déclaration en début d'année de Paul Magnette, toujours ministre des Entreprises publiques, qui suggère de vendre des participations de l'Etat dans les entreprises publiques pour réduire la dette.... Il faut ajouter les mesures d'austérité imposées aux populations européennes. Critiques à l'égard du système économique et financier, les syndicats le sont tout autant à l'égard des politiques nationales et européennes et ils ne cessent de tirer la sonnette d'alarme: notre modèle social européen est en danger et avec lui la démocratie. A l'ACRF, nous avons voulu approfondir ce lien entre syndicalisme et démocratie et pour ce faire, nous avons invité un homme de terrain et de conviction : Claude Rolin, Secrétaire général de la CSC (1).

Fragile et toujours à construire...

La démocratie, rappelle-t-il d'emblée, fait figure d'exception. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur l'histoire et sur une carte du monde. Rares sont les Etats démocratiques à l'échelle de la planète et quand ils existent, ils suscitent pas mal de questions.

Certes, de grands progrès ont eu lieu en termes de démocratie au cours du siècle précédent mais ils vont de pair avec d'importantes régressions ; la montée des totalitarismes est de celles-là. Aujourd'hui encore, on assiste ici et là à des élans démocratiques mais, dans le même temps, on observe des replis inquiétants. Les intégrismes ont le vent en poupe tout comme les partis populistes en Europe.

Au début de l'industrialisation...

Il est bon de se replonger dans l'histoire, en particulier au début de l'industrialisation. Le mouvement ouvrier prend racine dans le combat pour la démocratie. Au 19^{ème} siècle, la classe ouvrière n'a aucun droit hormis celui de vendre sa force de travail contre un salaire misérable ne lui permettant pas de vivre. Sa situation est pire que celle de l'esclave. Perdre ce dernier représente un coût financier pour son maître. Par contre, la perte d'un ouvrier, au début de l'industrialisation, ne représente rien, les files de chômeurs sont longues et il est facile de le remplacer. Pour les ouvriers, la démocratie n'existe pas : ils n'ont pas le droit de s'associer, de faire grève, de voter, de bénéficier d'une protection sociale...

Le mouvement ouvrier va se battre pour faire changer les choses. Ce combat sera émaillé de drames : emprisonnements, manifestations réprimées dans le sang, assassinats... Il est important de ne pas l'oublier parce que c'est une page de notre histoire qui a mené à de grandes conquêtes comme la sécurité sociale, au prix parfois de lourds sacrifices et parce qu'une telle situation existe encore aujourd'hui dans d'autres pays.

En 1830, quand on commence à entrer dans une démocratie parlementaire, seuls peuvent voter les hommes, ils doivent avoir 25 ans et payer un certain niveau d'impôt. Les femmes n'obtiendront ce droit que bien plus tard, en 1948. Et ce combat pour l'égalité est loin d'être terminé, il suffit pour s'en convaincre de regarder le nombre de femmes dans les parlements, par exemple. Si on peut être critique à l'égard d'un vote réservé aux seuls riches, on pourrait peut-être en retenir un aspect intéressant : limiter ce droit à ceux qui paient leurs contributions, ceux qui cherchent à s'y soustraire étant exclus de la participation au fonctionnement de la société.

La démocratie parlementaire ne suffit pas...

La démocratie parlementaire est essentielle, c'est le principal rempart contre les totalitarismes mais elle est imparfaite aux yeux du syndicaliste. Elle doit nécessairement être complétée par la démocratie économique et sociale. En effet, qu'est-ce que la démocratie parlementaire si le lieu où se passe une grande partie de la vie des hommes et des femmes, à savoir l'entreprise, est un espace de non droit ? Le combat central pour les organisations syndicales est de faire en sorte que les salariés puissent s'exprimer sur leurs conditions de travail et la conduite de l'entreprise.

Le travail mené par les syndicats a débouché sur la mise en place de différents organes de concertation où les représentants des salariés et ceux de la direction peuvent parler santé, sécurité, conditions de travail, environnement comme dans les comités de prévention et de protection des travailleurs. Dans les conseils d'entreprise, on partage des informations économiques et financières. Ces lieux sont des espaces de démocratie où les représentants des travailleurs sont élus démocratiquement.

Les comités de prévention et de protection sont obligatoires dans toutes les entreprises de plus de 50 salariés. Les conseils d'entreprise le sont dans celles qui comptent plus de 100 salariés. Mais là où le nombre de travailleurs requis n'est pas atteint, que se passe-t-il ? C'est là que le bât blesse ! Pour le syndicaliste, il existe deux types de salariés : ceux qui ont des droits et ceux qui en ont moins. C'est la raison pour laquelle les organisations syndicales réclament des lieux de dialogue dans les petites et moyennes entreprises, en tenant compte toutefois de la réalité de ces entreprises. Des études ont montré que là où il n'y a pas de représentation des travailleurs, les problèmes sont plus nombreux, notamment les accidents.

La logique implacable des marchés...

Aujourd'hui, cette démocratie économique et sociale se voit percutée par l'évolution de l'économie. Autrefois, l'entreprise était située dans une région précise, elle était dirigée par un patron qui investissait et décidait de sa production. Il savait que son entreprise fonctionnerait mieux si les travailleurs étaient heureux. Plus rien de cela aujourd'hui. L'entreprise n'a plus de visage, elle n'est plus dirigée par un patron mais par des groupes financiers qui la contrôlent. Ceux-ci ne se soucient plus du produit, ni du pays, ni des gens. Leur unique but est de réaliser le maximum de profit dans le temps le plus court possible.

Pour Monsieur Mittal, la localisation n'a pas d'importance, peu lui importe d'être à Liège, à Hong Kong ou ailleurs. Ce qui compte pour lui, c'est de rentabiliser au maximum et le plus rapidement possible. Les travailleurs ne comptent pas. Lui-même n'existe pas, il est un de ces fantômes qui conduisent l'économie actuelle selon une vision à court terme. Une telle gestion est catastrophique pour les travailleurs en termes d'emplois et de conditions de travail.

De nouvelles souffrances ont fait leur apparition, elles sont liées au stress et surtout au manque de reconnaissance. Certes, cela ne se passe pas ainsi partout mais l'évolution dominante a des répercussions sur toutes les entreprises. « Les logiques financières, explique Claude Rolin, sont vraiment pour moi des freins au développement de la démocratie. » Autrefois, un travailleur entraînait dans une entreprise jusqu'à la pension avec parfois des problèmes mais c'était son entreprise et il s'identifiait à elle. Aujourd'hui, l'emploi se précarise de plus en plus, les contrats sont limités dans le temps et les intérimaires se multiplient.

L'Europe démocratique ?

La CSC est convaincue du bien-fondé de la construction européenne et de la nécessité de la renforcer. Mais pas n'importe comment. Au cours des dernières années, la démocratie européenne a plutôt bien évolué. Le Parlement européen, par exemple, fonctionne assez bien. A la différence du Parlement belge qui vote comme le gouvernement lui dit de voter, il arrive régulièrement que le Parlement européen s'oppose à son exécutif. Il existe donc en Europe des instances démocratiques. Malheureusement, les élections européennes successives ont donné une Europe néolibérale. On ne peut que s'incliner, démocratie parlementaire oblige. Mais, cela n'empêche pas de se poser des questions. Qui dirige aujourd'hui l'économie ? C'est le Conseil des ministres des finances, (l'Ecofin), soit quelques personnes qui gèrent et imposent leurs vues à toute l'économie européenne. Et là, il faut le dire : la démocratie est en danger.

L'Ecofin donne une mauvaise lecture de la crise. Il considère que c'est la crise de la dette des Etats, ce qui est faux ! C'est d'abord et avant tout la crise de la régulation des marchés financiers. Mais l'Ecofin impose des politiques d'austérité qui pèsent sur les moins riches comme en Grèce où la population n'a jamais vécu aussi mal. Beaucoup de citoyens ne se reconnaissent plus dans cette Europe-là.

S'adressant aux femmes de l'ACRF qui ont fait le choix d'agir ensemble au sein d'un mouvement d'éducation permanente, Claude Rolin rappelle combien celle-ci est un formidable outil pour la démocratie. Appartenir à un mouvement comme le nôtre permet à chacune, chacun, de prendre part à la construction collective. L'enjeu pour les mouvements d'éducation permanente et pour les syndicats est le même, conclut-il : rester des acteurs de la démocratie parce que nous partageons la conviction que nous pouvons agir sur la société.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF – Plein Soleil

(1) Intervention aux Journées d'étude de l'ACRF, *Démocratie, j'accuse*, septembre 2012.

Cette analyse est disponible sur <http://www.acrf.be/publications/analyses/analyses.php>

L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites.

Toutefois, n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Merci !

ACTION CHRETIENNE RURALE DES FEMMES

ACRF – ASBL

Rue Maurice Jaumain, 15 B-5330 Assesse

Editrice responsable : Léonie Gérard

www.acrf.be – contact@acrf.be



Avec le soutien
de la Fédération Wallonie - Bruxelles